



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 15 au 19 janvier 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

62 M

d'habitants en Afrique du Sud  
en février 2022 (Census 2022  
de StatsSA)

### Zoom sur le recensement décennal en Afrique du Sud

L'agence nationale de Statistique sud-africaine (StatsSA) a publié son rapport définitif présentant les données du recensement décennal conduit entre février et mai 2022. Selon le rapport, l'Afrique du Sud comptait 62 millions d'habitants en 2022, soit 10,3 M de plus qu'en 2011 (+19,8%). Cette poussée démographique s'explique d'abord par l'augmentation de l'espérance de vie (pour rappel, de 58 à 65 ans entre 2011 et 2021 d'après l'ONU), combinée à une natalité encore importante (2,4 enfants par femme en moyenne en 2021, un indicateur stable depuis 2011 – données ONU). On constate ainsi un vieillissement de la population avec une hausse de l'âge médian de 25 à 28 ans. La population immigrée (née en dehors d'Afrique du Sud) a également augmenté et atteint 2,4 M de personnes (soit +234 000 personnes, représentant 3% de la population). Les principales diasporas établies en Afrique du Sud proviennent du Zimbabwe (1M de personnes), du Mozambique (0,4 M) et du Lesotho (0,2 M).

Les statistiques ethniques font ressortir une évolution de la structure de la population. La population « *indian/asian* » augmente la plus rapidement (+31,9%), à 1,7 M représentant 2,7% des sud-africains, contre 2,5% en 2021, suivie de la population « *black african* » (+23% à 50,5 M de personnes, soit 81,4% du total, contre 79,2% en 2011). La population « *coloured* » progresse également, mais à rythme moins soutenu (+8,5%) pour atteindre 8,2% du total, contre 8,9%. A l'inverse, la population de « *white* » recule (-1,8%) et atteint désormais 7,3% de la population, contre près de 9% lors du dernier recensement. Cette évolution confirme donc le phénomène d'émigration des blancs sud-africains.

Le Gauteng reste la région la plus peuplée (15,1 M d'habitant) devant le Kwa-Zulu Natal (12,4 M) et le Cap Occidental (7,4 M). La langue dominante reste l'isiZulu parlée dans 24,4% des foyers, suivie de l'isiXhosa (16,3%) puis l'Afrikaans (10,6%) et le Sepedi (10%).

Enfin, l'évolution des indicateurs socio-économique est contrastée. L'accès à l'éducation stagne depuis dix ans, avec un taux de déscolarisation des 5 à 24 ans qui se maintient à 26,6% de la population. Toutefois, la qualité des logements continue de s'améliorer (88,5% de la population vit dans des logements formels, contre 77,6% en 2011), de même que l'accès à l'eau courante (60% des foyers contre 46,3% en 2011) et le raccordement au réseau électrique (94,7% des foyers contre 84,7%).

## Sommaire :

### Afrique australe

- La Banque mondiale publie ses prévisions de croissance (*Banque Mondiale*)
- L'inflation connaît des évolutions contrastées au mois de novembre (*Ine.ao, Ine.moz, Namstats, Statsbots, Zamstats*)
- Les États-Unis concluent un accord préliminaire avec les pays africains membres sur le renouvellement de l'AGOA (*Daily Maverick*)

### Afrique du Sud

- La BNP publie un rapport d'analyse économique (*BNP Paribas*)
- Les productions minière et manufacturière progressent au mois de novembre (*StatsSA*)
- Aucun permis minier n'a été accordé en 2023/24 à cause de graves problèmes administratifs au sein du ministère des mines et de l'énergie sud-africain
- La présidence salue les avancées de l'opération Vulindlela (*Gouvernement*)
- La ville du Cap lance un appel d'offres pour la fourniture d'énergie indépendante (*Engineering News*)
- Une collision entre deux trains interrompt l'exportation de charbon sud-africain (*Money Web*)

### Angola

- Nouvelle loi générale sur le travail (*Jornal de Angola*)
- L'exécutif approuve l'ajustement des salaires de la fonction publique (*Angonoticias*)

### Botswana

- La croissance ralentit au troisième trimestre 2023 (*Statsbots*)

### Malawi

- La Banque mondiale approuve une nouvelle subvention pour le programme régional de résistance au changement climatique (*Nyasa Times*)

### Mozambique

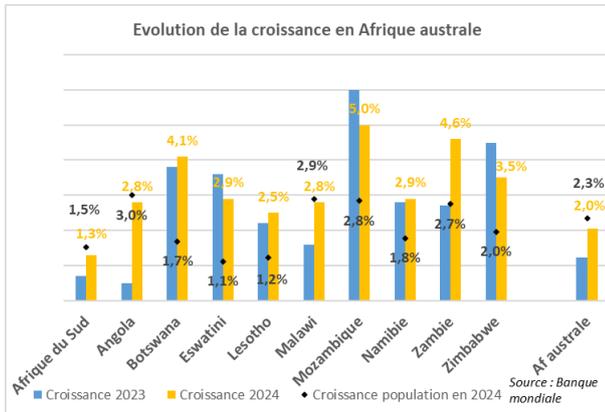
- Activité du Port de Maputo en croissance de 16% en 2023 (*Engineering News*)

### Zimbabwe

- La devise locale décroche par rapport à l'USD depuis la fin de l'année 2023 (*Bloomberg*)

# Afrique australe

## La Banque mondiale publie ses prévisions de croissance (Banque Mondiale)



Le 9 janvier, la Banque mondiale a publié ses prévisions économiques semestrielles dans le *Global Economic Prospects*. La croissance devrait globalement accélérer dans les économies d'Afrique australe pour atteindre 2% en moyenne en 2024, après 1,2% en 2023. La sous-région demeure toutefois la moins dynamique du continent (croissance moyenne estimée à 3,8% en Afrique subsaharienne), avec un niveau de progression de l'activité inférieur à la croissance attendue de la population (+2,3% anticipé par le FMI), entraînant de facto une contraction du PIB/habitant. Par ailleurs, l'institution financière internationale revoit une partie de ses prévisions à la baisse par rapport au précédent rapport de juin 2023. En Afrique du Sud, l'activité devrait ainsi progresser de +1,3% (après 0,7% en 2023), un niveau inférieur de 0,2 point aux dernières estimations : le potentiel de l'économie devrait en effet continuer d'être entravé par les nombreuses contraintes structurelles domestiques (crises énergétique et logistique) et la faible avancée des réformes. La croissance angolaise, deuxième économie de la zone, devrait également significativement accélérer à +2,8%, après 0,5% en 2023. De même en Zambie (+4,6% après 2,7%) et au Malawi (2,8% après 1,6%). A l'inverse, la croissance devrait stagner en Namibie (à 2,8%) et significativement ralentir au Mozambique (5%, après 8% en 2023 – à un niveau inférieur de 3,3 points aux précédentes estimations) et au Zimbabwe (3,5% après 4,5%).

## L'inflation connaît des évolutions contrastées au mois de novembre (Ine.ao, Ine.moz, Namstats, Statsbots, Zamstats)

Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (INE – Angola, StatsBots – Botswana, INE – Mozambique, NamStats – Namibie, Zamstats – Zambie) ont publié cette semaine leurs données sur l'inflation pour le mois de décembre, reflétant une évolution contrastée. En Angola, l'indicateur accélère pour le huitième mois consécutif, atteignant +20% sur un an (+1,8 point par rapport au trimestre précédent). Cette tendance traduit avant tout la progression de l'inflation importée, dans un contexte de dépréciation de la devise locale face au dollar américain (-38,8% depuis 10 mai pour atteindre la parité de 829 AOA pour 1 USD le 18 janvier). En Zambie, l'indicateur progresse également pour le sixième mois consécutif, pour atteindre 12,6%, son plus haut niveau depuis mars 2022, porté par la hausse des prix des produits alimentaires (+14,2%, soit une contribution positive de 8,2 points) et, dans une moindre mesure, les transports (+26,8%, soit 1,9 point). L'inflation stagne au Mozambique pour atteindre 5,3% (contre 5,4% le mois précédent). Les transports demeurent le principal contributeur à la hausse des prix (+2,9%, soit une contribution positive de 0,5 point), après les produits alimentaires (+9,1%, soit +3,8 points) et les restaurants, hôtels et cafés (+5,7%, soit +0,6 point). En Namibie, l'inflation poursuit sa décrue pour atteindre 5,3% (deuxième mois consécutif de baisse). Elle reste portée par les produits alimentaires (+7,4%, soit +1,4 point) et l'alcool et le tabac (+8,4%, soit 1,1 point). Enfin, l'indicateur ralentit légèrement au Botswana pour atteindre 3,5%, après 3,9% le mois précédent. Il reste porté par les postes « denrées alimentaires » (+6,1%, soit +0,9 point) et « transports » (+1,5, soit +0,4 point).

## Les États-Unis concluent un accord préliminaire avec les pays africains membres sur le renouvellement de l'AGOA (Daily Maverick)

En marge d'un événement organisé pour célébrer le 112ème anniversaire de l'ANC, le parti sud-africain au pouvoir depuis la fin du régime de l'apartheid en 1994, le ministre du commerce M. Patel a déclaré que les

pays africains membres avaient trouvé un accord préliminaire avec les Etats-Unis pour le renouvellement de l'*African Growth and Opportunity Act (AGOA)*. L'AGOA est un accord commercial préférentiel prévoyant la levée des droits de douanes américaines à l'importation pour une large gamme de produits en provenance de 35 économies d'Afrique subsaharienne. Le renouvellement de l'accord, expirant en 2025, est depuis plusieurs mois au cœur des enjeux de nombreux pays africains. Le 1er novembre 2023, la Maison Blanche avait déjà indiqué sa volonté prolonger l'AGOA au-delà de 2025, en amont d'un sommet des membres de l'initiative qui s'était tenu à Johannesburg (3-6 novembre). Selon M. Patel, ce renouvellement de l'AGOA pourrait inclure une augmentation du niveau des exportations des produits manufacturés qui est un enjeu crucial pour l'Afrique du Sud, économie la plus industrialisée d'Afrique. En 2022, le pays a ainsi exporté 3,1 Mds USD de biens sous le régime de l'AGOA. En 2022, les importations américaines en provenance des pays bénéficiaires de l'AGOA s'élevaient à 30,1 Mds USD, dont seulement un tiers (10,1 Mds USD) entraient dans le cadre de l'accord.

## Afrique du Sud

### La BNP publie un rapport d'analyse économique (BNP Paribas)

Le 16 janvier, la BNP Paribas a publié un rapport d'analyse présentant les perspectives de l'économie sud-africaine en 2024. La banque se veut relativement optimiste et prévoit une amélioration de l'environnement macroéconomique. La croissance devrait atteindre 1,1% en 2024, portée par la bonne tenue des investissements, notamment dans le secteur de l'énergie via l'IRP (cf: [Brèves de la semaine précédente](#)). Les difficultés d'approvisionnement en électricité devraient s'atténuer au cours de l'année 2024 grâce au développement de capacités d'auto-génération par le secteur privé et à l'amélioration de l'indicateur de disponibilité énergétique des centrales à charbon d'Eskom. Cependant, les difficultés logistiques devraient s'accroître, en lien avec l'aggravation des difficultés opérationnelles de Transnet (allongement des délais de déchargement

aux principaux ports du pays, baisse des volumes de fret ferroviaire transportés, etc.). La baisse de l'inflation devrait se poursuivre, en lien avec une demande interne atone et une forte tendance de baisse des prix à la production, à un rythme bien supérieur aux prévisions de la Banque centrale (SARB). Dans ce contexte, la BNP prévoit un relâchement de la politique monétaire dès mars 2024, avec une baisse cumulée de 1,25 points de pourcentage en 2024 – un resserrement nettement anticipé par rapport aux déclarations de la SARB (qui assure vouloir maintenir une politique monétaire restrictive au cours du premier semestre 2024). Elle estime cependant, que les objectifs de mi-parcours du budget 2023/24 ne seront pas atteints, en lien avec une forte augmentation des dépenses, supérieure aux prévisions, portées par le contexte électoral. La BNP ne prévoit toutefois pas d'impact majeur des élections sur l'économie : dans son scénario de base, elle anticipe un score de l'ANC au moins supérieur à 44%, qui devrait permettre au parti de rester au pouvoir sans changement de cap majeur dans sa politique.

### Les productions minière et manufacturière progressent au mois de novembre (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a augmenté de 1,9% au mois de novembre par rapport à la même période de l'année précédente, après +2,3% en octobre. La croissance est portée par l'industrie du bois et papetière (+8%, soit une contribution positive de 0,8 point à la croissance totale) et l'industrie automobile (+5,7%, soit +0,6 point). Huit secteurs sur dix, ont connu une croissance de leur activité, à l'exception notamment de l'industrie pétrolière et chimique (-0,6%, soit -0,1 point).

En parallèle, la production minière a progressé de +6,8% sur la période, après +3,6% au mois d'octobre. L'ampleur de la hausse a surpris les analystes qui anticipaient une hausse de l'ordre des 3,5%. Cette évolution s'explique par le dynamisme des productions de métaux du groupe platinoïde (+15,2%, soit une contribution positive de 3,9 points à la croissance totale) et, dans une moindre mesure, de charbon (+10,6%, soit +2,5 points) et de minerai de fer (+20,1%, soit +2,1 points). A l'inverse, la production de

diamants se contracte largement (-33,3%, soit -1,2 point). Ces bons résultats sont d'autant plus surprenants que la production électrique diminue au mois de novembre (-3,3%), après un léger rebond en octobre (+1,6%) qui faisait suite à vingt-cinq mois consécutifs de contraction.

## **Aucun permis minier n'a été accordé en 2023/24 à cause de graves problèmes administratifs au sein du ministère des mines et de l'énergie sud-africain**

Au cours de l'exercice 2023/24, le *Department of Mineral Resources and Energy (DMRE)* sud-africain, a reçu plus de 2 500 demandes d'exploitation minière mais aucune n'aurait été octroyée, d'après les réponses du Ministre Mantashe aux questions du parlementaire Christian Themba Msimang, membre de l'*Inkatha Freedom Party (IFP)*. Cet aveu pose de sérieuses questions sur la réelle capacité administrative du ministère à réformer son système de données cadastrales, alors même qu'un appel d'offres avait été lancé en 2023 pour le moderniser. Cette incapacité institutionnelle est particulièrement dommageable pour l'Afrique du Sud, dont les ressources minières historiques (or, diamant, charbon...) s'amenuisent progressivement. Si la région du Northern Cape semble prometteuse pour l'extraction de minéraux critiques (lithium, terres rares...) pour la transition énergétique, ces lacunes administratives pourraient entraver le développement du secteur. Alors que l'Afrique du Sud attirait récemment 5% des investissements d'exploration miniers mondiaux, cette part est tombée à 1%.

## **La présidence salue les avancées de l'opération Vulindlela (Gouvernement)**

Le 11 décembre, la présidence sud-africaine a publié un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles, en particulier dans le cadre de l'opération Vulindlela (OV) – initiative lancée en octobre 2020, conjointement avec le *National Treasury*, dont l'objectif principal est de renforcer les infrastructures et de catalyser des investissements. On peut souligner les avancées réalisées au cours du dernier semestre de 2023, avec un indicateur de

« progrès » des réformes (réformes achevées ou en cours) qui passe de 57% (fin du T2 2023) à 71%. Dans le détail, seules onze réformes sur trente-cinq ont toutefois été réalisées et quatorze supplémentaires enclenchées. Sur le volet électrique, la séparation en trois entités d'Escom a progressé via l'établissement du NTCSA (*National Transmission Company South Africa* - entité responsable du transport électrique) avec l'attribution de la licence de transport en juillet (puis du commerce et de l'import-export d'électricité en novembre) et la nomination d'un conseil d'administration le 9 janvier 2024 (l'entité devrait être pleinement opérationnelle à partir d'avril 2024). A noter également le retour en service de trois unités de Kusile plus rapidement qu'escompté (+1,6 GW supplémentaire) et la poursuite de l'augmentation des capacités de génération électrique depuis l'amendement de l'*Electricity regulation act* en décembre 2022 – 120 projets soit 12 GW de capacités supplémentaires sont à l'étude ou en cours de déploiement, représentant plus de 220 Mds ZAR d'investissements. Sur le volet logistique, on peut noter (i) la nomination d'un nouveau comité exécutif pour l'autorité nationale des ports (NPA) qui doit entériner la création d'une entité autonome et (ii) l'approbation par le cabinet de la Présidence d'une feuille de route pour le transport logistique. Les prochaines étapes attendues sont le résultat des appels d'offres publiés dans le cadre de la *Bid Window 7* (publiée début janvier), l'indépendance effective de la NTCSA et l'amendement de l'*Economic Regulation of Transport Bill* qui doit poser un cadre réglementaire pour la privatisation partielle du secteur des transports et de la logistique (via l'octroi de concessions).

## **La ville du Cap lance un appel d'offres pour la fourniture d'énergie indépendante (Engineering News)**

La ville du Cap, dans le cadre de son programme d'ajout d'énergie indépendante à son réseau, a lancé le dernier d'une série d'appels d'offres dans le domaine de l'électricité. L'objectif déclaré des autorités est d'atténuer l'impact des délestages et de diversifier l'approvisionnement de la ville en énergie qui reste dépendante de l'entreprise

nationale Eskom, qui rencontre de graves difficultés de production et transmission d'électricité. Plus précisément, ce nouvel appel d'offres vise à acquérir de l'électricité auprès des générateurs existants. La capacité maximale envisagée (en fonction du niveau de réponse et de la tarification) est de 300 MW de capacité d'énergie distribuable/de réserve et de 200 MW de capacité d'énergie auto distribuable. La date limite de soumission des offres est fixée au 8 avril. Le plan de la ville est de mettre en place des capacités d'approvisionnement d'électricité permettant de se protéger contre les quatre premiers niveaux de délestage d'Eskom d'ici 2026, en ajoutant 650 MW d'énergie indépendante à son mix. La solution retenue semble être un mélange d'électricité provenant de la centrale hydroélectrique de Steenbras, de 500 MW d'énergie répartissable, ainsi que de programmes de gestion de la demande. M. Beverley van Reenen, responsable du volet énergétique de la ville du Cap, a annoncé que ce palier n'est qu'une première étape devant mener la ville à l'autonomie complète vis-à-vis d'Eskom dans le futur. Cette stratégie est en outre alignée avec les objectifs de la stratégie provinciale (*Western Cape Energy Resilience Programme*), qui vise également à réduire l'impact des délestages en réduisant la dépendance à Eskom.

### **Une collision entre deux trains interrompt l'exportation de charbon sud-africain (*Money Web*)**

L'opérateur logistique national sud-africain Transnet a annoncé cette semaine que deux de ses trains étaient rentrés en collision non loin du port de Richards Bay (Kwazulu Natal). Cet accident a de fortes conséquences puisqu'il bloque la seule ligne ferroviaire donnant accès au port exportateur de charbon du pays, dont les activités étaient déjà perturbées par de nombreux problèmes logistiques. Cet épisode n'est que le dernier d'une longue liste de déboires de Transnet qui affecte l'économie sud-africaine, minée par des problèmes de logistique. En effet, l'entreprise lourdement endettée, doit actuellement faire face à des déraillements, des pénuries d'équipement, des actes de vandalisme, des problèmes de gouvernance et de mauvaises conditions

météorologiques. En 2022, l'inefficacité des chemins de fer a coûté à l'économie sud-africaine 411 milliards d'euros et a aggravé le manque à gagner fiscal du gouvernement, selon les données du Trésor National.

## Angola

### **Nouvelle loi générale sur le travail (*Jornal de Angola*)**

La loi sur le Travail a été publiée au journal officiel le 27 décembre 2023 et entrera en vigueur en mars 2024, 90 jours après sa parution. Elle définit les règles qui doivent être appliquées à tous les contrats de travail conclus entre des personnes physiques, des entreprises publiques, privées ou mixtes, des coopératives, des organisations sociales, des organisations internationales, des représentations diplomatiques et consulaires. Cette loi s'applique également aux contrats de travail conclus à l'étranger par des ressortissants ou des résidents embauchés dans le pays, sans préjudice des dispositions les plus favorables au travailleur et des règles du lieu d'exécution du contrat. Parmi les nouveautés sont relevés : i) les contrats de travail à durée déterminée ne seront autorisés que dans des situations très exceptionnelles, faisant ainsi du contrat de travail à durée indéterminée la règle ; ii) la durée du congé maternité supplémentaire passe de trois à quatre mois de manière facultative) ; iii) l'extension des mesures disciplinaires, iv) la mobilité des travailleurs au sein d'un même groupe d'entreprises ; vi) le télétravail. Cette loi révisé également les critères de fixation des rémunérations complémentaires, ainsi que les critères de détermination des indemnités et compensations.

### **L'exécutif approuve l'ajustement des salaires de la fonction publique (*Angonoticias*)**

Le gouvernement angolais a approuvé mercredi 17/01/2024, en Conseil des ministres, l'ajustement des échelles salariales de la fonction publique avec une augmentation de 5% du salaire de base. La mesure vise à rétablir partiellement le

pouvoir d'achat et à accorder plus de « dignité » aux agents de la fonction publique dont les niveaux de rémunération sont notoirement bas ; elle est applicable dès janvier 2024.

## Botswana

### **La croissance ralentit au troisième trimestre 2023 (Statsbots)**

Selon l'agence nationale de statistiques (Statsbots), le PIB a augmenté de 0,5% au troisième trimestre de l'année 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 3,3% au trimestre précédent. La croissance ralentit donc et atteint son rythme le plus faible depuis la récession du quatrième trimestre 2020. Quatorze secteurs sur dix-sept enregistrent une progression de leur activité, notamment, les administrations publiques et la défense (+6,4%, soit une contribution positive de 1,1 point), le commerce (+4,8%, soit 0,5 point) et dans une moindre mesure la construction (+,4%, soit +0,3 point). A l'inverse, l'activité du secteur minier se contracte significativement (-9,8%, soit -2,1 points) grevé par la diminution de la production minière (diamants) en volume (-9,8%). Du côté de la demande, la croissance bénéficie des bons résultats de la demande des ménages (+5%) et de l'état (+8,4%) alors que l'investissement a reculé de 5,2%.

## Malawi

### **La Banque mondiale approuve une nouvelle subvention pour le programme régional de résistance au changement climatique (Nyasa Times)**

Les directeurs exécutifs de l'Association internationale de développement (IDA), la filiale de la Banque Mondiale en charge des prêts et des dons aux pays les plus pauvres, ont décidé d'approuver un don de 240 M USD à la République du Malawi en décembre dernier. Un accord de financement devrait bientôt être finalisé dans le cadre du programme régional de résistance au changement climatique de la Banque Mondiale. Cette nouvelle intervient alors que le Malawi vient d'être victime d'inondations massives dans la région de Dowa au centre du pays. Cet événement rappelle l'impact du changement

climatique, qui provoque l'accroissement des catastrophes naturelles. Cette aide devrait en outre permettre de soutenir le développement du secteur agricole, qui représentait 61% de l'emploi dans le pays en 2021 d'après la Banque Mondiale. Les populations locales vivent principalement de l'agriculture vivrière mais certaines cultures commerciales y sont également développées, notamment le tabac, le thé, ou encore le chanvre.

## Mozambique

### **Activité du Port de Maputo en croissance de 16% en 2023 (Engineering News)**

Le recul de performance dans les ports et sur les lignes de chemin de fer sud-africains continue de faire les affaires du trafic du port de Maputo qui affiche l'ambition de tenir les premiers rôles de l'industrie portuaire en Afrique australe. En 2023, le Port de Maputo a ainsi atteint un volume record de 31,2 millions de tonnes, enregistrant une hausse significative de 16 % par rapport à l'année précédente, selon la société *Maputo Port Development Company* (MPDC). MPDC, une entreprise en partenariat public-privé entre la compagnie ferroviaire mozambicaine d'État (*Caminhos de Ferro de Moçambique*, CFM) et *Portus Indico* (comprenant *Grindrod* cotée en bourse, *DP World* et la société locale Mozambique *Gestore*), gère le port de Maputo depuis sa création en 2003. Sur les 31,2 millions de tonnes manipulées à Maputo, environ 25 millions de tonnes étaient constituées de minerais, de nature de plus en plus variée : chrome, ferrochrome, magnétite, charbon, phosphate, vanadium, titane, cuivre, vermiculite... MPDC estime ce succès attribuable à une augmentation globale de la demande ainsi qu'à la diversification des modes de transports terrestres qui alimentent le port. Si 61% des volumes transportés ont continué à être traités par la route, 39 % ont pu l'être par voie ferrée (+ 8,4 % par rapport à l'année précédente). Cette croissance du transport ferroviaire ne pourra néanmoins pas absorber celle attendue pour le port et MPDC a ouvert un parc de gestion du trafic routier à Pessene en novembre. D'après les prévisions des autorités portuaires mozambicaines, les volumes de marchandises dans ce port

devraient atteindre 43 millions tonnes d'ici la prochaine décennie.

## Zimbabwe

### La devise locale décroche par rapport à l'USD depuis la fin de l'année 2023 (Bloomberg)

Depuis la fin de l'année 2023, la devise locale (*Zimdollar*) a nettement dévissé face au dollar : entre le 20 décembre et le 10 janvier, la monnaie a ainsi perdu 22,9% de sa valeur pour atteindre la parité de 7 687 ZWL pour 1 USD, un niveau qui n'avait jamais été atteint. Ce décrochage traduit la défiance croissante envers la monnaie locale, alors que l'économie est en grande partie dollarisée (80% des transactions courante de l'économie formelle s'effectuent en USD d'après le Ministère des Finances). A noter que cette évolution s'inscrit dans une tendance globale de dépréciation : la devise locale a ainsi perdu 90,8% de sa valeur depuis le 10 janvier 2023. Selon John Mangudya, le gouverneur de la Banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe*), les difficultés que traverse le *Zimdollar* seraient « temporaires », en lien avec la hausse de l'offre de monnaie locale. Cette dernière serait liée à une conversion massive en USD des primes versées aux fonctionnaires et des paiements des fournisseurs de l'Etat.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	18/01/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
Afrique du Sud	18,97 ZAR	-1,7%	-2,7%	-9,3%	-10,4%
Angola	828,1 AOA	-0,3%	0,0%	-39,2%	-39,2%
Botswana	13,5 BWP	-1,0%	-1,6%	-6,4%	-6,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,3 ZMW	-1,2%	-5,0%	-29,4%	-31,3%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

[leopold.vinot@dtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dtresor.gouv.fr)